

Responsabilité des administrateurs et dirigeants

Notre police de responsabilité des administrateurs et dirigeants couvre la gamme de risques traditionnels et émergents auxquels fait face le conseil d'administration, allant de la couverture des administrateurs et des dirigeants à la couverture de la responsabilité des pratiques d'emploi et de la fidélité, ainsi que la couverture de la protection de la réputation de l'entreprise et de la gestion de crise. Soutenue par des souscripteurs experts et une équipe de règlement des sinistres interne primée, cette police d'assurance peut être adaptée aux besoins spécifiques de votre entreprise et couvre les réclamations faites partout dans le monde en offre standard.



Robert Page

Chef d'équipe de la
responsabilité civile de la
direction nord-américaine

rpage@cfc.com

+44 (0) 207 220 8576

Vue d'ensemble

Couverture des administrateurs et des dirigeants

Notre couverture des administrateurs et dirigeants couvrent l'entité elle-même et visent à empêcher les administrateurs et dirigeants de devoir vendre leurs actifs personnels pour payer les frais de défense.

Responsabilité en matière de pratiques d'emploi

Notre police d'assurance comprend une couverture étendue pour l'entité, les administrateurs et dirigeants, le personnel de gestion et les employés pour les réclamations faites par des employés ou des tiers. Nous pouvons également inclure une couverture pour les violations relatives au salaire et aux horaires, les enquêtes sur l'immigration et les coûts à la suite d'un événement de violence en milieu de travail.

Protection de la réputation de la haute direction

Couverture novatrice protégeant les hauts dirigeants contre les atteintes à la réputation, y compris les événements indésirables qui ont causé des dommages à leur réputation, à leur position ou à leur statut. Notre police d'assurance comprend l'accès à nos spécialistes en gestion de la réputation.

Cyberrisques des cadres

La cybercouverture de CFC est spécialement conçue pour répondre à un large éventail de risques auxquels sont confrontés les cadres supérieurs et les hauts dirigeants, des coûts d'intervention en cas d'incident, de l'extorsion et de l'ingénierie sociale aux services de surveillance après sinistre. CFC possède plus de 20 ans d'expérience dans l'assurance des entreprises contre les cyberrisques.

Couverture contre le crime

Notre couverture contre le crime comprend le crime d'entreprise comme le vol par les employés, la fraude par transfert de fonds, la fraude par carte de crédit et la fraude de devises. Cela comprend également le crime commis par les clients, le vol sur les lieux et hors des lieux.

Ce que nous aimons

Les sociétés privées, cotées en bourse ou à but non lucratif, peut prendre en compte jusqu'à 1 milliard de dollars de revenus et moins de 5 000 employés par effectif, un appétit excédentaire plus large, peut prendre en compte les crimes isolés et la responsabilité en matière de pratiques d'emploi, les architectes et ingénieurs, les petites entreprises biotechnologiques/pharmaceutiques, les entreprises canadiennes exposées à l'étranger, la construction, le commerce électronique, les syndicats de copropriété, les sciences de la vie et les produits médicaux, les médias, les divers services professionnels et les entreprises technologiques.

Ce que nous refusons

Adoption et famille d'accueil, concessionnaires automobiles, courtiers d'assurance, partis politiques, éducation traditionnelle, syndicats/groupes syndicaux organisés et sociétés américaines cotées en bourse.

Que contient la police d'assurance?

- Responsabilité des administrateurs et des dirigeants, y compris une limite supplémentaire pour les personnes assurées
- Responsabilité en matière de pratiques d'emploi, y compris les réclamations de tiers, la couverture salariale et horaire, les coûts d'enquête sur l'immigration et la violence en milieu de travail
- Responsabilité fiduciaire
- Crime
- Protection de la réputation de la haute direction, y compris les coûts d'intervention en cas d'incident lié à la réputation et les services de gestion de la réputation
- Cyberrisques des cadres
- Enlèvement et rançon de la haute direction
- Frais de présence au tribunal